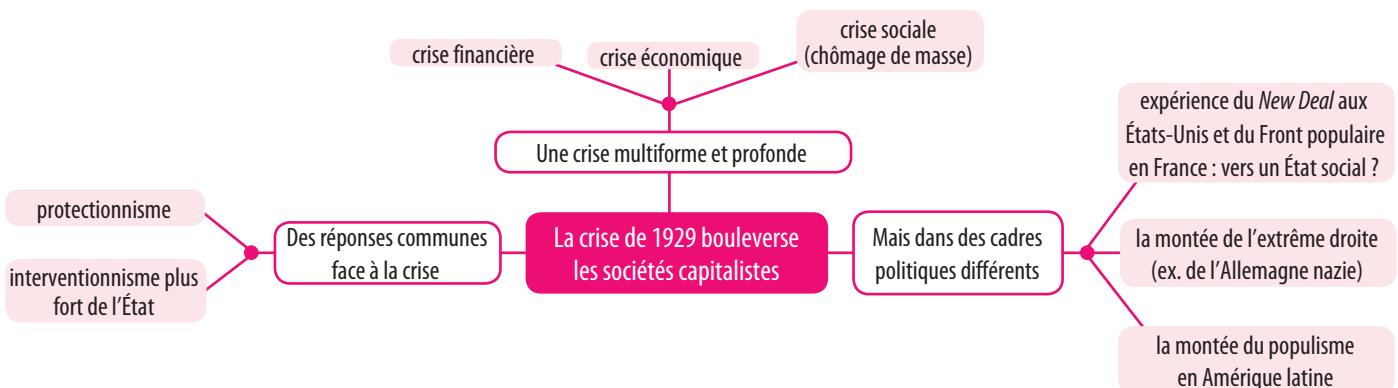


HISTOIRE



CHAPITRE 1

Réaliser une carte mentale de synthèse



► Exercice BAC

Analyse de document

L'exercice proposé consiste à construire une analyse critique d'un dessin de presse.

Le document est un dessin de presse de Robert Fuzier paru dans le quotidien *Le Populaire* en 1936. Né en 1898, Robert Fuzier réalise ses premiers dessins de presse en 1929 dans le quotidien *Paris-Soir*. En 1931, il démarre sa collaboration avec *Le Populaire*, le journal de l'organe du parti socialiste SFIO dont il est adhérent depuis 1930. Il en devient dès l'année suivante le dessinateur attitré et y publie quasi quotidiennement. Auteur d'une bande dessinée hebdomadaire pour ce même quotidien, il travaille aussi pour d'autres titres de la presse socialiste de l'époque comme *Marianne*, *Messidor* ou *Regards*. Il est chargé, après la mise en place du gouvernement du Front populaire, des relations avec l'extérieur au cabinet de celui qui est devenu

le nouveau ministre des Sports et des Loisirs, Léo Lagrange dont il est proche. Ce document porte la marque de l'ironie du dessinateur sur les mesures sociales du Front populaire, gouvernement issu de la victoire des forces de gauche aux élections du printemps 1936 : on le voit avec le décalage entre le titre donné au dessin *Nouvelles atrocités du Front Populaire* et la possibilité donnée aux ouvriers de partir en vacances. Il reprend ainsi, en les détournant, les codes des dessins de presse de droite qui dénoncent les nouveaux droits donnés aux ouvriers.

La **consigne** sera analysée par les élèves notamment pour identifier les tâches à réaliser. Il s'agit tout d'abord de rappeler le contexte de ce document en insistant sur la formation du gouvernement du Front Populaire. Ensuite, l'élève est invité à expliquer et dater les Accords Matignon de juin 1936 assortis des lois sociales votées pendant l'été qui complètent le dispositif. Enfin, les élèves doivent être capables de cerner le sens général du document en identifiant l'ironie qui ressort de ce document.



Réponses aux aides :

Le Front populaire désigne l'alliance des partis de gauche (parti communiste français, parti socialiste et parti radical) mise en place en 1934-1935 pour remporter les élections législatives d'avril-mai 1936 mais aussi le gouvernement qui en est issu, dirigé par le socialiste Léon Blum. Cette coalition électorale est une réponse à la menace d'un danger fasciste en France, après la manifestation des ligues du 6 février 1934, mais aussi de la peur plus générale suscitée par le fascisme italien et le nazisme allemand. Cet événement favorise alors le regroupement des partis et des associations de gauche.

La mesure sociale mise en avant par le document est la mise en place des deux semaines de congés payés par le gouvernement en juillet 1936.

Les autres mesures prises par le Front populaire sont les accords Matignon non explicitement cités par le document mais auxquels le dessinateur fait allusion quand il écrit « atrocités » ou « méfaits ». Ces accords sont signés pour mettre fin aux mouvements de grève spontanés qui se sont déclenchés dans les usines dès le mois de mai, après la victoire électorale du Front populaire. C'est ainsi que le gouvernement de Léon Blum décide d'organiser dès le 7 juin une négociation entre les représentants du patronat et des syndicats, notamment la CGT. Cette négociation aboutit à la signature des accords Matignon qui prévoient la mise en place de conventions collectives du travail, l'augmentation des salaires, la reconnaissance de la liberté syndicale ainsi que l'instauration de délégués ouvriers. Ces accords sont complétés par des lois sociales permettant aux salariés d'obtenir deux semaines de congés payés et la semaine de 40 heures (au lieu de 48) sans que les salaires ne soient diminués.

Léo Lagrange est sous-secrétaire des Loisirs et des Sports du gouvernement Blum. Il obtient en juillet 1936 que les compagnies ferroviaires accordent aux salariés une réduction de 40 % sur les billets achetés pour réaliser leur trajet pour les congés. On les appelle les « billets populaires ».

Le ton du dessin est ironique car on note un décalage entre les mesures prises, comme l'accès aux vacances pour les ouvriers et la mise en place de billets de train à prix réduits, et les termes utilisés pour qualifier ces mesures : « méfaits », « atrocités ». Le dessin est paru dans la presse socialiste et est destiné à un public acquis aux idées du gouvernement Blum. Mais il fait écho aux critiques de la droite et du patronat sur l'ensemble des décisions prises.

En utilisant les réponses à ces aides et en faisant correspondre les éléments de description du dessin et des connaissances personnelles, l'élève rédige l'analyse.

Dans **l'introduction**, l'élève présente le document en le replaçant dans son contexte : la formation du gouvernement du Front populaire. Il annonce ensuite les axes qu'il va développer dans son analyse de document.

Pistes de rédaction :

I - Les accords Matignon, un changement majeur pour les salariés

– Les mesures clairement identifiées sur le document : les lois sociales de l'été 1936 avec les deux semaines de congés payés et le billet Lagrange.

– Les autres mesures du Front populaire mentionnées par l'expression « poursuit ses ravages » : augmentation des salaires, conventions collectives.

II - Un dessin ironique

- Décalage entre le texte et le dessin : atmosphère calme et expressions « atrocités », « méfaits ».
- Grand espoir d'amélioration des conditions de travail et de vie au sein de la classe ouvrière mais critique du patronat et de la droite.

En conclusion, l'élève peut expliquer que ce document est révélateur des nouveaux droits sociaux acquis et de l'intervention de l'État dans la vie économique. L'œuvre du gouvernement Blum laisse une mémoire forte dans la gauche et les milieux populaires.

Exercice BAC

Analyse de deux documents

L'objectif de cet exercice est de procéder à l'analyse critique de deux documents de nature différente. Cet exemple permet à l'élève de comprendre les attentes de l'épreuve d'analyse de document(s) réalisée lors du contrôle continu en fin d'année.

Le document 1 est un extrait du programme du parti républicain issu de la Convention daté du 9 juin 1936 pour les élections présidentielles du mois de novembre. Le parti républicain doit reconquérir le pouvoir après avoir perdu la présidence, le Congrès et la majorité des postes de gouverneurs des États entre 1932 et 1934. C'est donc un programme offensif contre la politique menée par le président démocrate Franklin Delano Roosevelt que révèle ce document. Ce texte dénonce ce qu'il considère comme les effets pervers du *New Deal* dans le domaine économique (entraves à la libre-entreprise) mais aussi dans le domaine politique (renforcement du pouvoir exécutif). Le président de la République est accusé d'accaparer le pouvoir et d'être une menace pour la démocratie américaine. Ces arguments sont repris dans les discours du candidat républicain Alf Landon pendant l'année 1936.

Le document 2 est une affiche électorale de 1944 du parti démocrate, parti du candidat Roosevelt élu en 1932, qui se présente pour un quatrième mandat présidentiel. Elle appelle à la réélection du président sortant au moment où les Alliés, dont les États-Unis sont un des leaders avec l'URSS et le Royaume-Uni, sont en train de remporter la victoire sur les puissances de l'Axe. Cette affiche revient sur les effets de la politique du *New Deal* qu'il mène depuis les années 1930. C'est autour de l'État-providence devenu un point majeur de l'idéologie du parti démocrate qu'il choisit de faire campagne. Se considérant comme les représentants de la classe ouvrière, les Démocrates s'allient au parti travailliste américain. Cette affiche se construit autour de la figure de Roosevelt occupant une large partie du document autour duquel s'opposent le bilan laissé par le président républicain Hoover en 1932 et l'œuvre réalisée avec la politique du *New Deal*. Cependant, si les États-Unis sont en 1944 la grande puissance économique et financière sortie des difficultés de la dépression des années 1930, cette situation de prospérité n'est pas liée aux mesures du *New Deal* mais plus au formidable essor de l'innovation pendant le second conflit mondial.

La consigne guide l'élève en indiquant les deux tâches à réaliser : montrer en quoi la politique du *New Deal* est un moment majeur de transformations dans la vie économique mais aussi dans la vie politique du pays. Il faut insister sur l'expression « en confrontant les deux documents » qui indique que l'élève doit utiliser les deux documents en insistant sur la différence de point de vue qu'ils font apparaître.



Étape 1 : Préparer l'analyse de documents

– Lire les documents et la consigne

Les deux documents proposés sont de nature différente. Si le document 1 est un extrait du programme du parti républicain issu de la Convention du 9 juin 1936 pour les élections présidentielles du mois de novembre, le document 2 est une affiche électorale de 1944 du parti démocrate, parti du candidat Roosevelt élu en 1932, qui se représente pour un quatrième mandat présidentiel. Les deux documents ont un contexte différent : pour le premier, daté de 1936, les États-Unis font face aux difficultés de la crise économique qu'il faut résoudre alors que pour le second, réalisé en 1944, les États-Unis sont en guerre contre les puissances de l'Axe et ont redressé leur économie. Le thème des deux documents est commun, la politique du *New Deal* menée par le président Roosevelt au cœur des combats politiques entre les deux grands partis américains.

Le *New Deal*, « nouvelle donne » en anglais, désigne l'ensemble des mesures économiques et sociales adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression.

La libre entreprise est le principe selon lequel chacun a la possibilité d'exercer librement une activité économique.

L'analyse peut se découper en deux parties distinctes :

- 1 - Le *New Deal* est une entorse au libéralisme économique.
- 2 - Le *New Deal* renforce la fonction présidentielle.

– Analyser les documents :

Membre du parti démocrate, Roosevelt est le président des États-Unis pendant quatre mandats, de 1933 à 1945. Il met en œuvre la politique du *New Deal* pour tenter de sortir le pays de la crise.

Le *New Deal* est le nom de la politique menée par ce président pendant les années 1930. Elle présente d'abord un volet économique avec un meilleur encadrement des banques, un soutien à l'agriculture, la relance des exportations, une politique de grands travaux et des aides aux chômeurs. À partir de 1935, elle prend un tournant plus social en favorisant le développement du syndicalisme et instaure un État-providence avec la mise en place d'un système de protection sociale et un salaire minimum.

Si la relance impulsée grâce aux mesures du *New Deal* entraîne une amélioration de la situation économique et sociale, il faut nuancer le bilan. En effet, en 1939, le pays a tout juste retrouvé son niveau de production de 1929. Le chômage a certes connu une diminution mais il reste encore plus de 9 millions de travailleurs privés d'emploi (contre 12,5 millions en 1933). C'est la Seconde Guerre mondiale qui permet réellement aux États-Unis de sortir de la crise et de renouer avec la prospérité.

– Porter un regard critique sur les documents :

Les arguments défendus par les deux documents concernent les conséquences du *New Deal*. Le document 1 met en avant ses

effets négatifs sur la liberté, valeur fondamentale de la société américaine, notamment dans le domaine économique ou la remise en cause de la démocratie. Le document 2 souligne les effets sociaux positifs de cette politique, le pays ayant retrouvé le plein emploi et la prospérité. Les idées sous-entendues sont liées à la volonté de discréditer l'adversaire : le document 1 passe sous silence l'échec des Républicains au pouvoir avec le président Hoover pour répondre à la crise, le document 2 ne met pas en avant les difficultés sociales et économiques des États-Unis en 1940.

Le document 2 met en valeur l'image de Roosevelt qui, par sa politique, a impulsé la prospérité économique du pays, contrant ainsi l'idée du document 1 selon laquelle il aurait prolongé la dépression.

On peut relever des exagérations dans les documents. Dans le document 1, il s'agit de l'idée selon laquelle le *New Deal* menace les valeurs américaines, le capitalisme et la démocratie. Le document 2 exagère les réussites des mesures économiques et sociales mises en œuvre par le président.

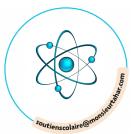
Étape 2 : Rédiger l'analyse de documents

– L'introduction :

Après le krach de Wall Street en 1929, les États-Unis s'enfoncent dans la dépression économique. Élu en 1932, le président démocrate Roosevelt propose une politique de relance sous le nom de « *New Deal* », solution aux effets de la crise économique. Cette politique est le thème des deux documents proposés. Si le document 1 est un extrait du programme du parti républicain issu de la Convention du 9 juin 1936 pour les élections présidentielles du mois de novembre, le document 2 est une affiche électorale de 1944 du parti démocrate. Roosevelt se représente pour un quatrième mandat présidentiel. Les deux documents ont été réalisés dans des contextes différents : pour le premier, daté de 1936, les États-Unis font face aux difficultés de la crise économique qu'il faut résoudre alors que pour le second, réalisé en 1944, les États-Unis sont en guerre contre l'Axe et ont redressé leur économie. En confrontant ces deux documents, nous montrerons que le *New Deal* est un tournant dans la vie économique mais aussi dans la vie politique des États-Unis.

– Le développement

Le *New Deal* est un tournant dans le domaine économique car cette politique est une entorse au libéralisme économique. Dans le programme du parti républicain de 1936, est dénoncé le fait que « le monopole réglementé a remplacé la libre entreprise ». La liberté d'entreprise est au cœur du capitalisme libéral où chaque individu a le droit d'exercer une activité économique librement. En effet, pour répondre aux difficultés économiques et financières du début des années 1930 que l'on peut observer sur le document 2 (la misère, la faillite du système bancaire), le président Roosevelt initie une politique économique fondée sur l'intervention de l'État dans l'économie avec un meilleur encadrement des banques, un soutien à l'agriculture, la relance des exportations, une politique de grands travaux et des aides aux chômeurs. À partir de 1935, il prend un tournant plus social en favorisant le développement du syndicalisme et en posant les fondements d'un État-providence avec la mise en place d'un système de protection sociale et un salaire minimum. Cet État-providence s'incarne à travers les « salaires plus élevés, les habitations à loyers modérés, la sécurité sociale »



mentionnés sur l'affiche et présentés comme les résultats positifs à mettre au profit de Roosevelt. Cependant, les Républicains refusent ces orientations économiques, craignant qu'elles ne remettent en cause le libéralisme et n'apportent pas les résultats escomptés comme le soulignent les expressions suivantes : « décourageant ainsi les nouvelles entreprises, empêchant l'emploi et prolongeant la dépression » ou « l'abandon de toutes les politiques du *New Deal* qui augmentent les coûts de production et la vie et limitent ainsi les achats, réduisent les volumes et empêchent le réemploi, l'encouragement au lieu des entraves aux affaires ». Ils réclament le retour aux règles du marché, seules capables de résoudre la crise, se font le relais des milieux d'affaires qui craignent une trop grande intervention de l'État et demandent « de donner une chance à une entreprise individuelle, à l'expansion industrielle et au rétablissement des emplois ». Selon les Républicains, la politique du *New Deal* ne permet pas de sortir de la dépression mais au contraire la prolonge.

Le *New Deal* participe aussi au renforcement de la fonction présidentielle dans la vie politique américaine. Le document 2 met en valeur l'image de Roosevelt qui a, par sa politique, impulsé la prospérité économique du pays. Occupant une large place sur l'affiche, son portrait est au centre d'un médaillon qui oppose l'état du pays en 1932 laissé par le président républicain Hoover à ce qui est présenté comme ses réalisations et qui a permis le progrès social des Américains. Le parti démocrate met en valeur la figure du président qui a réussi à moderniser le parti et a rallier les ouvriers en mettant l'État-providence au cœur de son idéologie. Pour les Républicains, un système généralisé de protection sociale est contraire aux valeurs américaines notamment la liberté individuelle au cœur de son idéologie comme le souligne la phrase « nous nous dévouons à la préservation de leur liberté politique, de leurs possibilités individuelles et de leur caractère de citoyens libres, qui sont pour la première fois menacés par le gouvernement lui-même ». On doit noter un renforcement de l'exécutif sous la présidence de Roosevelt et une personnalisation croissante du pouvoir. Ce dernier a instauré un lien direct avec le peuple, multipliant les conférences de presse, les discours radiodiffusés mais aussi les déplacements dans tout le pays. C'est pour cela qu'il est autant mis en valeur sur le document 2. Les Républicains critiquent l'importance prise par le président et le fait que « les pouvoirs du Congrès ont été usurpés par le président », remettant en cause la séparation des pouvoirs, fondement du système politique américain. Cependant, il ne faut pas exagérer cette vision car les États-Unis ne basculent pas dans la dictature pendant les années 1930.

– La conclusion

Les deux documents mettent bien en valeur le tournant que représente le *New Deal* dans la vie économique et politique des États-Unis. Cette politique radicalise les positions idéologiques de chacun des deux partis se disputant le pouvoir : les Républicains font de la liberté individuelle le cœur de leur programme alors que les Démocrates font de l'intervention de l'État dans l'économie et l'État-providence les points forts de leur idéologie. Si le *New Deal* est bien un tournant, il faut nuancer son bilan économique et social en occultant les difficultés, et souligner que c'est la Seconde Guerre mondiale qui permet réellement aux États-Unis de sortir de la crise et de renouer avec la prospérité.

► Exercice BAC

Réponse à une question problématisée

L'objectif de cette double-page consiste à rappeler aux élèves les règles de construction de la réponse à la question problématisée. Les indications à droite indiquent à l'élève quelles sont les étapes de la rédaction mais aussi les éléments qui composent l'introduction, les paragraphes et la conclusion. La forme est aussi importante, elle met en valeur les alinéas et les sauts de ligne, indispensables pour signifier la structuration de sa pensée.

Le sujet est entièrement rédigé dans le manuel de l'élève.

► Auto-évaluation

OBJECTIF 1

- La crise de 1929 trouve ses origines dans le développement de la spéculation, elle-même favorisée par la plus grande facilité du recours au crédit et par le creusement des inégalités liée à la concentration croissante des richesses dans les années 1920. Ces phénomènes sont le moteur du krach de Wall Street en octobre 1929. La situation de surproduction et les fragilités du système bancaire américain entraînent ensuite à leur tour une dynamique déflationniste et une crise économique et sociale généralisée.

- La crise, d'abord américaine, s'étend rapidement à l'ensemble du monde (sauf l'URSS communiste). Ce passage rapide d'une crise américaine à une crise mondiale est lié à l'interdépendance croissante des économies capitalistes. La contraction du commerce international, le retrait des capitaux étrangers des banques, la baisse des investissements, la diminution de la consommation liée à la difficulté plus grande du recours au crédit, à l'explosion de chômage et à la baisse des dépenses publiques, empêchent la reprise de la croissance et la diminution du chômage. Les dévaluations mises en place par certains États et les politiques protectionnistes qui se développent partout aggravent encore les difficultés à l'échelle mondiale. La crise frappe de manière particulièrement forte l'Amérique latine, très dépendante de l'extérieur, en particulier des États-Unis, par la structure de ses exportations.

- La crise, d'abord boursière, touche rapidement l'ensemble de l'économie. Les faillites bancaires et les faillites d'entreprises industrielles conduisent à la montée d'un chômage de masse à travers le monde. Les États cherchent à le juguler par différents moyens, les caractéristiques communes dans la réponse à la crise étant d'une part le développement de barrières tarifaires, c'est-à-dire le protectionnisme, et d'autre part l'intervention plus grande de l'État dans les domaines économique et social, que ce soit dans le cadre de régimes autoritaires ou populistes ou dans le cadre de régimes démocratiques.

OBJECTIF 2

- La réponse des États face à la crise est différente selon les pays. En Amérique latine, les États, parfois dans le cadre de régimes autoritaires populistes, cherchent à reprendre le contrôle de leurs entreprises et de leur économie, et à lutter contre la dégradation des termes de l'échange en procédant à



des nationalisations, comme au Mexique sous Lázaro Cárdenas en 1938, et en développant une politique d'industrialisation par substitution aux importations (ISI). Aux États-Unis, à partir de 1933 sous la présidence de F.D. Roosevelt, et en France en 1936 avec le gouvernement du Front populaire, des politiques interventionnistes sont mises en place, en rupture avec le libéralisme traditionnel. Elles marquent des avancées en termes de législation sociale et contribuent à jeter les bases de l'État-providence dans ces pays. Enfin, dans les régimes autoritaires fascistes, comme l'Allemagne dirigée par Hitler à partir de 1933, des politiques protectionnistes et d'autarcie sont mises en place.

- Le Front populaire remporte les élections législatives en France en mai 1936 dans un contexte de crise économique, sociale et politique. Des grèves avec occupations d'usines se multiplient alors à travers le pays pour soutenir l'action du Front populaire et obtenir une accélération des réformes favorables aux ouvriers. Le gouvernement dirigé par Léon Blum est formé le 9 juin 1936 et, dès le 7 juin, les accords Matignon sont signés par les représentants des syndicats ouvriers et du patronat, accordant des augmentations de salaires, des conventions collectives et un renforcement des droits syndicaux ; puis des lois sociales sont votées quelques jours après, permettant une diminution du temps de travail (congés payés et semaine de 40 h). L'intervention de l'État dans l'économie et la société s'est donc accrue avec le Front populaire, qui a permis une avancée de la législation sociale en France.

OBJECTIF 3

Notions

Capitalisme : système économique et social qui repose sur la propriété privée des moyens de production et le salariat, dans lequel les échanges se font d'après les règles de l'offre et de la demande.

Crise : période de dépression ou de stagnation durable de l'économie.

État-providence : État qui intervient de façon importante dans le domaine économique et social, afin d'assurer le bien-être de ses citoyens.

Libéralisme : doctrine défendant les libertés individuelles, ici économiques, contre l'emprise de l'État.

New Deal : terme anglais signifiant « nouvelle donne » et désignant l'ensemble des mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression.

Populisme : mouvement politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc.

Éléments du cours à retenir

Leçon 1. Une crise des sociétés capitalistes

- Les mécanismes de la crise : krach de Wall Street (octobre 1929), dynamique déflationniste, Grande Dépression ainsi que leurs facteurs (spéculation, développement du recours au crédit, surproduction, concentration des richesses).

- Passage d'une crise américaine à une crise mondiale :

interdépendance des économies capitalistes, contraction du commerce international, politique de diminution des dépenses publiques qui aggrave la crise, dévaluations et mesures protectionnistes mises en place par les États pour se protéger.

- Des conséquences sociales : émergence du chômage de masse dans un contexte de récession, développement de la misère, riposte sociale, déstabilisation des sociétés et montée du populisme et des régimes autoritaires en Amérique latine.

Personnage important : L. Cárdenas.

Leçon 2. Les réponses des États à la crise économique

- Le *New Deal* aux États-Unis : à partir de 1933, renforcement du pouvoir fédéral et de l'intervention de l'État en matière économique et sociale, bilan contrasté mais le *New Deal* jette les bases de l'État-providence.

Personnages importants : F. D. Roosevelt et J. M. Keynes.

- Le Front populaire en France : élections législative de mai 1936, grèves avec occupations d'usines, accords Matignon et lois sociales de juin 1936.

Personnages importants : L. Blum et I. Joliot-Curie.

- Montée des politiques d'indépendance économique dans les régimes autoritaires : politique d'autarcie en Allemagne, politique d'industrialisation par substitution des importations et développement du populisme en Amérique latine.

Savoir expliquer

- Les principaux mécanismes et caractéristiques de la crise des années 1930 : crise d'abord boursière, qui touche rapidement tous les domaines de l'économie, entraînant des faillites nombreuses, et qui a des répercussions sociales et politiques profondes. Crise durable liée à des phénomènes de spéculation, de concentration des richesses, de développement du recours au crédit et de surproduction, qui se diffuse dans le monde entier en raison de l'interdépendance croissante des économies capitalistes.

- Le *New Deal* : mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression. Politique interventionniste qui rompt avec le libéralisme traditionnel et met en place les bases de l'État-providence.

- Les accords Matignon et les lois sociales de 1936 : signés le 7 juin 1936 par les représentants des ouvriers et du patronat, les accords Matignon accordent des augmentations de salaires, instituent des conventions collectives et des délégués ouvriers dans les entreprises, et garantissent la liberté syndicale. Les lois sociales votées quelques jours après permettent une diminution du temps de travail (congés payés et semaine de 40 h). Ces mesures marquent une avancée considérable de la législation sociale en France.

- Les conséquences de la crise en Amérique latine : touchée de plein fouet par la crise en raison de sa situation de dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, en particulier des États-Unis, et défavorisée par les termes de l'échange, l'Amérique latine réagit par un renforcement du rôle de l'État et une politique d'indépendance économique, qui passe par une politique d'industrialisation par substitution des importations, et parfois des nationalisations comme au Mexique. La crise a des conséquences politiques durables en Amérique latine, où les régimes autoritaires et les régimes populistes se développent.